

TABLE RONDE N° 4

Lutter pour la paix en Algérie : quel bilan, quel héritage

Introduction par JEAN-CLAUDE ROURE
(président 1961-1962)



LIL PEUT PARAÎTRE ALÉATOIRE de formuler avant les témoignages et les débats, les orientations de la dernière table ronde : bilan et héritage. Si l'association des anciens de l'UNEF a souhaité, cinquante ans après la fin de la guerre d'Algérie, organiser cette rencontre, c'est sans doute en grande partie parce que, pas plus que ceux qui ont participé à ce qu'on appelait alors la pacification, ceux qui ont cherché à œuvrer pour la fin de cette guerre n'ont aimé parler de leur action.

Nos générations faisaient des compositions d'Histoire et non des devoirs de mémoire. Aujourd'hui, chacun raconte à sa guise une vision souvent parcellaire des réalités de ces temps.

Avant que les protagonistes ne disparaissent de la scène, les échanges, les controverses, certains recadrages ont été à coup sûr les bienvenus.

Au-delà des dimensions particulièrement significatives que les positions de l'UNEF ont pu avoir dans le cadre du monde associatif et syndical, ou dans les relations internationales du syndicalisme étudiant, questions qui auront été abordées dans les précédentes tables rondes, sans doute faut-il s'interroger sur l'impact des prises de position de l'UNEF par rapport au pouvoir en place, au monde politique, à l'opinion et donc sur l'évolution de l'image et du poids du syndicalisme étudiant dans la vie publique.

Quelques leçons semblent à retenir comme la pédagogie des relations intersyndicales (la grève des sursis) ou la force de la mobilisation collective face aux actions individuelles (l'insoumission). Parmi les points forts, on peut semble-t-il noter :

- la recherche d'une information fiable et son utilisation raisonnée : les précédents (massacres de Sétif), la torture, les exécutions sommaires, l'OAS ;

- le souci de la cohérence de l'action syndicale : comment parler de façon crédible de démocratisation de l'enseignement si on ne s'élève pas contre tout ce qui par ailleurs bafoue les principes démocratiques ;

- collectivement, un exemple de lucidité et de courage civique.

Pour les acteurs, leur engagement aura été un ferment de prise de conscience et un apprentissage des responsabilités marqués par la rigueur et l'absence de cynisme.

Les principes de la charte de Grenoble, mis à l'épreuve, ont été fréquemment rappelés par les principaux responsables au cours de ces années difficiles. Avec le temps, on peut penser qu'ils ont joué remarquablement leur rôle. ■

Intervention de FRANÇOIS BORELLA (vice-président 1955-1956)

Je voudrais essayer de répondre à la question qui est posée dans le document d'invitation : peut-on faire un bilan de l'action qui a été menée, notamment par moi-même et par Jacques Julliard et Robert Chapuis. D'un point de vue historique une action est jugée rétrospectivement et par conséquent celle-ci est positive puisque l'Algérie est devenue indépendante. J'ai rejoint l'Algérie après l'indépendance et j'y ai vécu professionnellement et familialement pendant cinq ans puis j'y suis allé chaque année en mission d'enseignement jusqu'en 1971 (j'ai présidé cette année-là le jury de soutenance de la thèse, que j'avais dirigée, du ministre de l'Intérieur). Puis j'ai abandonné pour des raisons que je vais évoquer.

Le bilan est donc d'un certain point de vue positif mais d'un autre point de vue totalement négatif à mes yeux. Depuis le début de la journée, il nous semble à tous évident que la lutte pour la paix en Algérie par la négociation faisait partie du phénomène universel de l'anticolonialisme et donc d'une sorte de nécessité morale de s'agréger à ce mouvement sans aucun scrupule moral, politique ou autre, au nom de ce qu'on appelait les principes qui nous animent. Or ce matin quelqu'un a laissé entendre que Robert Chapuis au congrès de l'UGEMA aurait déclaré qu'il y avait pour la France et pour les Français une mission sacrée de civilisation liée à la colonisation. Et bien c'était très exactement ma position. Je n'ai jamais voulu participer à l'aide au FLN ou à son action concernant la guerre en Algérie sous prétexte que je me sentirais Algérien, colonisé, et qu'il faudrait que je sois solidaire de la lutte qu'ils mènent. Je n'étais ni Algérien, ni colonisé, même si je suis descendant d'immigrés italiens. Je me suis senti toujours profondément

français et profondément redevable à la France et à la République française d'être passé d'un statut, disons social, inférieur à celui auquel j'accédais, assistant puis professeur d'université. En d'autres termes nous nous sommes engagés, en tous les cas moi, exclusivement parce que je croyais vraiment, réellement, à l'existence d'une mission sacrée de la République à l'égard des peuples d'Outre-Mer. C'est celle qui était inscrite, qui est d'ailleurs toujours inscrite, dans le dernier alinéa du préambule de la Constitution de 1946 : « Fidèle à sa mission traditionnelle, la France entend conduire les peuples dont elle a pris la charge à la liberté de s'administrer eux-mêmes et de gérer démocratiquement leurs propres affaires... »

C'est la phrase que j'ai mise en exergue dans la brochure que nous avons publiée, et c'est effectivement là dessus que nous nous sommes appuyés et je crois effectivement que nos camarades de l'UGEMA en participant avec nous à ce travail étaient d'accord sur les mêmes principes. Certes les conditions historiques et psychologiques étaient fort différentes : nous sommes en 1956, à l'époque où Ferhat Abbas déclare dans le journal d'un petit parti, la Jeune république, que l'on peut effectivement arriver à une solution en appliquant ce principe du préambule de la Constitution. C'est donc très impressionnant de voir qu'en réalité ce sont les fondements sur lesquels nous avons installé et voulu construire cette Conférence nationale étudiante et le travail de l'UNEF qui se sont effondrés. Je vais probablement heurter beaucoup, mais j'ai vécu presque dix ans dans l'Algérie indépendante et j'ai vu pas à pas, pièce par pièce, s'effondrer l'idéal que nous avions lorsque nous nous engageons totalement et en prenant des risques physiques, moraux, dans ce conflit, dans ce combat. Nous pensions en effet que la révolution algérienne, le mot était significatif, Révolution algérienne, allait triompher assez

vite et assez rapidement. Or, la durée de la guerre d'Algérie, la férocité des combats, les moyens utilisés de part et d'autre ont abouti à ce que les principes en question ont volé en éclats et ont disparu. Ce qui est resté pour les Algériens ce sont les raisons de se battre, et les raisons de se battre n'étaient ni la démocratie, ni les libertés, c'étaient l'Islam et un nationalisme agressif.

C'est sur ces deux bases que l'Algérie contemporaine s'est fondée, c'est ce qui explique la crise de l'été 1962, c'est ce qui explique la prise du pouvoir par Ben Bella en octobre 1962, et surtout c'est ce qui explique le coup d'État de 1965 qui a porté un coup définitif au rêve que nous avons de construire une Algérie démocratique, avec une économie socialiste dans le respect des libertés et des droits de l'homme.

Je l'ai vécu à l'époque alors que j'étais professeur à Alger. J'avais relancé la Revue algérienne des sciences juridiques, et j'avais écrit un article intitulé « Le coup d'État du 15 juin 1965 ». J'ai été convoqué par le ministre de l'Intérieur qui m'a déclaré que Boumediene n'avait pas fait un coup d'État, il avait « rétabli la révolution dans sa véritable voie ». Je ne vais pas continuer à raconter ma vie... Le problème c'était la formation des élites algériennes, puisque c'était notre rôle, en association d'ailleurs avec l'ambassade et en particulier avec le ministre plénipotentiaire chargé de la coopération, qui s'appelait Stéphane Hessel. Nous travaillions à la formation des élites économiques, sociales, juridiques, administratives, politiques mais nous savions d'ores et déjà que ce pays ne serait pas ce que nous avons rêvé. En 1963, le vote du code de la nationalité a été pour moi un événement décisif.

Le Code définissait l'Algérien d'origine comme un homme ou une femme, né(e) sur le sol algérien et de religion musulmane. L'un des députés, qui est devenu ensuite un très grand

ami, Hocine Ait Ahmed, était à l'époque député à l'Assemblée nationale. Il a déposé un amendement avec un autre député français, qui était prêtre catholique; cet amendement disait : «est Algérien d'origine tout homme ou toute femme né sur le sol algérien», c'est-à-dire qu'il ne faisait plus référence à l'Islam. Il a été bien entendu rejeté et vous savez ce qui est arrivé plus tard. Ben Bella a mis en prison Ait Ahmed, etc. Ce n'est pas une anecdote. C'est à partir du code de la nationalité de 1963 que l'Algérie s'est définie comme un État arabo-islamique. Dans le texte que nous avons adopté, il était dit que l'État algérien ne se définirait pas par rapport à la religion; de même qu'il était dit qu'il ne se définirait pas comme exclusivement arabe. Voyez le texte de la résolution politique de notre Conférence.

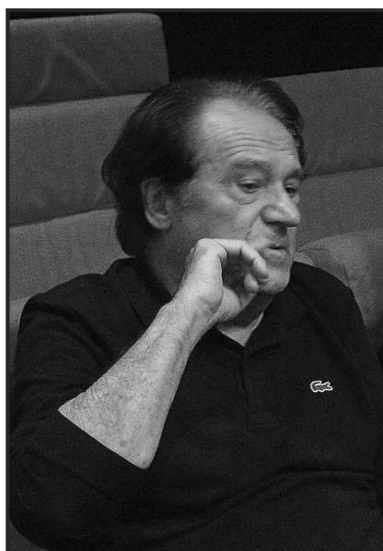
Cette disparition des idéaux qui étaient les nôtres, et pas seulement les nôtres, s'est achevée pour moi lorsqu'un grand nombre des gens que nous avons formé m'ont écrit après 1991, ou se sont présentés à moi, on connaît tous cette affaire. Ils étaient dans la période atroce de la guerre civile islamiste en Algérie, menacés d'être assassinés, parce qu'ils avaient une culture disons «française»; ils cherchaient un point de chute en France. Nous avons travaillé beaucoup pour leur trouver une solution, mais ce n'est pas le sujet d'aujourd'hui. En 1982, j'avais été invité à Alger pour faire une conférence sur le nouvel ordre économique international. Il y avait un monde considérable mais la plupart des enseignants de la faculté de droit d'Alger, tous arabophones, ne comprenait pas le français. Le doyen lui-même ne comprenait, ni ne parlait le français. Ceux qui étaient là étaient principalement des diplomates, d'anciens collègues, des personnes âgées, qui ont éprouvé beaucoup d'émotion d'ailleurs, parce qu'ils avaient été actifs depuis longtemps sur le problème d'un nouvel ordre

économique international, c'est-à-dire de la coopération avec le tiers-monde et de la lutte contre le capitalisme libéral.

Je m'arrête. Je ne veux pas donner une impression de négativité. Je sais bien que l'histoire d'un peuple n'est jamais achevée et que l'histoire de l'Algérie se poursuit. Il y a quelques jours, quelqu'un m'a parlé d'une personne que j'avais connue en 1963, à l'époque où il était directeur de cabinet du ministre de la Jeunesse du gouvernement de Ben Bella, lequel s'appelait Bouteflika. Il avait pris un prénom arabe. Il s'est retrouvé quelques années plus tard en France dans des postes de haute responsabilité ayant retrouvé son identité française d'Hervé Bourges. En ce qui me concerne, je n'aurais jamais accepté de troquer mon prénom pour un prénom arabo-islamique lorsque j'étais en Algérie. J'étais sur des positions nettes, fermes et claires qui sont celles que je viens d'essayer d'exprimer. Ce que je constate hélas c'est qu'il est plus facile de s'adapter aux situations que de tenter de faire vivre ce que nous appelons les uns et les autres, non sans sanglots dans la voix, et parfois avec moins de rectitude dans le comportement, les principes fondamentaux de la République.

N.B. Le code de la nationalité promulgué le 27 mars 1963 pose à l'article 34 : Le mot « Algérien », en matière de nationalité d'origine, s'entend de toute personne dont au moins deux ascendants en ligne paternelle sont nés en Algérie et y jouissaient du statut musulman. Les non musulmans nés ou demeurant sur le sol algérien ne deviennent algériens que par « acquisition » ou par « naturalisation ». ■

Témoignage de JACQUES JULLIARD (vice-président 1955-1956)



CHERS CAMARADES, j'emploie à dessein cette expression devenue un peu désuète – chers camarades! – pour mesurer le chemin parcouru, les modifications dans les mentalités, mais surtout pour souligner que notre action anticolonialiste fut d'abord une action syndicale, et que c'est ce qui en fit à la fois l'originalité et, d'une certaine façon, l'efficacité.

J'interviens au triple titre, d'abord d'ancien vice président de l'UNEF à l'Outre-Mer (1954-1955), comme on disait alors. J'y succédais à mon ami Robert Chapuis, dans le dernier « bureau d'union » entre « majos » et « minos », sous la présidence de Claude Rossignol. Ensuite, de coorganisateur, aux côtés de François Borella, d'Olivier Burgelin et de quelques autres de la Conférence Nationale étudiante pour la solution du problème algérien, dont j'ai assumé la présidence. Et enfin, de sous-lieutenant en Algérie – en Kabylie – de 1959 à 1961. Dans mon souvenir, ces trois expériences sont étroitement complémentaires.

Après l'intervention très émouvante et anticonformiste de François Borella, il n'est pas facile de revenir à l'événementiel historique, sinon pour souligner à quel point ce que nous vivons aujourd'hui est différent de ce que nous avons vécu à l'époque, et pour mesurer l'écart entre ce que nous avons voulu faire et ce nous avons fait.

La guerre d'Algérie a été vécue par nous comme un événement générationnel. Une génération n'est pas seulement une tranche d'âge; c'est l'ensemble des gens qui se reconnaissent - fût-ce en dehors de cette tranche d'âge - dans un événement générateur. Cet événement continue d'informer leur pensée, leurs sentiments, leurs réactions à l'égard des événements ultérieurs. Ces lunettes du passé, nous ne les quittons jamais tout à fait pour observer le présent.

Ce que l'affaire Dreyfus fut pour la génération d'avant 1914, pour des intellectuels comme Bernard Lazare, Charles Péguy mais aussi Jean Jaurès; ce que la guerre 1914-1918 a été pour Romain Rolland, Maurice Genevoix ou même le colonel de la Rocque; ce que la Résistance a été pour Gabriel Péri, Estienne d'Orves mais aussi Claude Bourdet ou Jean-Marie Domenach; ce que mai 1968 a été pour Serge July ou Daniel Cohn-Bendit, la guerre d'Algérie l'a été pour nous. Peut-être une partie du désarroi de la jeunesse actuelle, à tout le moins son sentiment de manquer de repères dans les causes qu'elle défend, vient de ce qu'elle a la malchance ou la chance, c'est selon, de ne pas être fédérée par ce que j'ai appelé un événement générationnel.

La plupart des événements que je viens de citer le montrent : un événement de ce type est toujours une révolte contre l'ordre établi et les manières de penser qui étaient dominantes précédemment. Notre révolte fut un refus du consensus qui régnait alors sur les questions coloniales et notamment sur

l'Algérie. Les générations suivantes, notamment celle de 68, furent souvent beaucoup plus inventives que nous sur les formes de la révolte et de la contestation ; mais, sur le fond, la rupture qu'il nous a été donné d'opérer était plus essentielle : elle portait sur la nature du lien qui unit chaque individu à la société, chaque citoyen à la nation. Notre génération était une génération très polie, très respectueuse des formes par rapport à ce que nous connaissons aujourd'hui, mais c'était une génération résolue. Comme dit Péguy, avec une pointe d'humour, à propos de l'affaire Dreyfus : nous avons été des héros. Il nous faut le dire, parce que personne ne le dira à notre place... Je crois que chacun d'entre nous avait conscience qu'à travers cette guerre, les buts de cette guerre, les formes de cette guerre, c'est la démocratie qui était en cause, et que notre lutte contre la guerre d'Algérie était en réalité une lutte pour la démocratie. La France vivait alors en contradiction avec ses raisons de vivre ; en état de péché mortel, eût dit encore Péguy. Ainsi, le combat que nous menions était tout à la fois politique et moral.

Ce fut le combat de notre jeunesse, et ce fut le combat de la jeunesse tout court. Il n'est pas si fréquent que cela dans l'histoire d'un pays, et dans celle d'une génération, que la jeunesse – une partie d'entre elle, tout au moins – s'identifie aussi clairement à une cause et à un moment. Au point qu'une grande partie de la France a estimé alors que nous étions en train d'opérer une scission dans le tissu national.

Or, nous étions minoritaires. Aujourd'hui, quand j'enseigne cette histoire à mes étudiants, il ne faut pas les pousser beaucoup pour leur faire dire que s'ils avaient été là, ils n'auraient pas hésité à résister par tous les moyens, voire à prendre les armes contre l'injustice. Les mêmes sont prêts, rétrospectivement, à harceler les Allemands dans les rues de

Paris en 1940. Statistiquement, ils n'auraient pourtant été que 1 ou 2 % à le faire, mais c'est le privilège des héritiers de la génération suivante que de pouvoir s'identifier aux 1 ou 2 % qui, à un moment donné, ont sauvé l'honneur. C'est l'illusion rétrospective de l'héroïsme. Et si, aujourd'hui, nous sommes dans le camp des vainqueurs, nous ne devons pas oublier que nous fûmes alors dans celui des résistants, c'est-à-dire de la minorité.

La leçon à tirer de tout cela ? C'est le primat de la conscience individuelle sur la conscience collective. Nous célébrons aujourd'hui une organisation, l'UNEF, mais nous ne devons jamais oublier que dans tous les cas de résistance à l'oppression, c'est la conscience individuelle qui est première. Déjeunant il y a peu de temps avec Ahmed Taleb Ibrahim qui, avant de devenir ministre de l'Instruction sous Boumediene, avait été le premier président de l'Union Générale des Étudiants Musulmans Algériens (UGEMA), il me fit cette réflexion : on parle toujours du rôle de Sartre, de Camus, mais nous devons rétablir la vérité historique : les premiers à nous avoir tendu la main et à nous avoir aidés furent les cathos, ce furent François Mauriac, Robert Barrat, l'UNEF formée de cathos et de socialistes en rupture de ban.

Pourquoi ? Parce que les structures collectives avaient craqué : l'École, l'Église, la République... Au point, souvent, de tolérer le pire. Dans les moments de crise, ce ne sont pas les institutions qui protègent leur propre morale, c'est la révolte contre ces institutions qui la sauvegardent. C'est cela que nous avons connu. Pourtant, cette prise de conscience individuelle n'a pas débouché sur l'individualisme. Bien au contraire. Nous avons d'emblée refusé les moyens de l'individualisme moral. Que je sache, pas un seul parmi nous n'a été signataire de l'appel des 121 qui nous paraissait fondé sur

l'action individuelle, et l'objection de conscience. Jusques et y compris la désertion. Actions admirables de courage, mais actions individuelles. Nous avons au contraire pratiqué une espèce de syndicalisme moral. Nous étions, mon cher Paul Bouchet, de «jeunes travailleurs intellectuels», tels que la charte de Grenoble définit l'étudiant; nous avons pratiqué une sorte de syndicalisme total...

En mai 1968, le bureau de l'UNEF, celui de Jacques Sauvageot, m'invita à un échange sur la situation du moment et sur la responsabilité du syndicalisme. Je les fis bien rire quand j'affirmai que la conscience syndicale, c'est-à-dire corporative, était le préalable indispensable à la prise de conscience politique. Ils me répondirent que les choses avaient changé et que, désormais, la conscience politique était première. Peut-être, dans ce cas particulier, avaient-ils raison, mais la suite l'a montré : les voies de l'action collective continuent de reposer sur la condition matérielle des acteurs. Pour l'avoir trop oublié, l'action syndicale en milieu étudiant est devenue singulièrement minoritaire.

Dernière considération

Ce que nous avons vécu ensemble a produit un certain style de pensée et d'action. Les anciens de la guerre d'Algérie, les anciens de l'UNEF, se reconnaissent encore aujourd'hui dans les assemblées, les débats, l'action publique, par une certaine manière d'articuler l'individuel au collectif. C'est en cela que, comme groupe, nous avons privilégié le social par rapport au politique ou, si vous préférez, le syndicat par rapport au parti. Je ne voudrais pas paraître tirer outrageusement la couverture de mon côté; mais il est vrai que cette attitude d'esprit s'est retrouvée plutôt à gauche qu'à droite, et à l'intérieur de la gauche, plutôt dans la deuxième que dans la première.

Pour finir, nous devons nous garder, comme dit Camus, de cette étrange amertume de ceux qui ont eu raison avant les autres. Pas seulement au chapitre de l'anticolonialisme. Mais aussi à celui de l'internationalisme. Nous avons privilégié certaines solidarités internationales par rapport à certaines solidarités nationales, et il me semble, à la lumière de ce qui se passe dans le monde, que c'est la voie de l'avenir. L'événement guerre d'Algérie est déjà loin; il s'éloigne, et il est bien qu'il en soit ainsi. Mais il continue d'agir dans les esprits; un événement n'est jamais mort quand il continue d'informer les comportements et les façons de penser au présent. ■

Intervention d'EMMANUEL ZEMMOUR (président de l'UNEF)



IL N'EST PAS FACILE pour les jeunes générations de parler d'un passé assez différent de ce qu'elles vivent aujourd'hui. Je ne ferai donc pas d'exégèse sur le temps de la guerre d'Algérie, ni non plus de bilan, car même si je suis partisan de la pluridisciplinarité... je ne suis pas historien ! L'héritage ? Tout syndicat reçoit l'héritage de tous les combats précédents. C'est aussi le cas de l'UNEF. Nous refusons l'infantilisation des jeunes, comme vous l'avez fait. Nous savons tirer les leçons des expériences passées. Ainsi quand vous parlez de la création de la FNEF par le pouvoir pour abattre l'UNEF, nous pensons à d'autres initiatives du pouvoir pour nous mettre en cause.

J'interviendrai essentiellement sur deux points, deux éléments qui structurent notre engagement dans l'UNEF aujourd'hui. Le premier, c'est la prise de conscience individuelle pour aller vers le collectif. Le second, c'est l'internationalisme.

Premier point. Ce qui caractérise un syndicalisme étudiant, c'est la nécessité d'élargir notre combat au-delà de la seule université. Défendre les intérêts des étudiants, c'est nécessairement défendre les intérêts de l'ensemble des jeunes dans notre société, c'est donc s'engager politiquement. Quand l'UNEF prend position en 2005 sur la question du traité européen, c'est parce qu'elle refuse une Europe dans laquelle les jeunes n'ont aucun droit et sont maltraités par le système en place. Ce n'est pas une question de morale, c'est la défense de l'intérêt des étudiants, la lutte pour améliorer leurs conditions de vie. L'UNEF prend en charge les intérêts de toute la jeunesse pour une transformation de la société.

Second point, l'internationalisme. Ce n'est pas une lubie ou un décor, c'est une nécessité. C'est la dimension qui permet de penser le monde, d'y voir les rapports de force et leur évolution. Les droits que nous défendons ont une valeur universelle, c'est ce qui leur donne du sens.

Avons-nous connu des événements mobilisateurs, comme l'UNEF en a connu au moment de la guerre d'Algérie? Ce n'est certes pas pareil, mais je peux citer des exemples. Le 21 avril 2002 a été un événement mobilisateur, car il a fait prendre conscience de la nécessité d'un engagement politique résolu. Aujourd'hui la crise économique que le monde traverse est un événement structurant. On le voit bien avec les révolutions arabes où les jeunes se sont révoltés contre les pouvoirs établis, au nom de leur situation. Nous avons été profondément marqués par cette révolte : c'était la nôtre, nous étions des jeunes Tunisiens, des jeunes Égyptiens, etc. Notre engagement est identique. Ce n'est pas une question de solidarité ou de morale, c'est vraiment le même combat pour faire craquer l'ordre établi.

Nous refusons d'être marginalisés parce que nous avons moins de 25 ans. Nous refusons les communautarismes

parce que nous voulons être avec tous les jeunes : les études ne doivent pas être un privilège. Nous affirmons le droit aux études pour tous. Les droits ont une valeur universelle ; c'est la meilleure garantie de les voir reconnus durablement. Vous l'avez fait pour la Sécurité sociale et nous défendons la Sécurité sociale étudiante, non pour le bien-être de quelques-uns, mais dans un esprit de promotion collective. Nous revendiquons un statut social du jeune en formation. Nous lançons des campagnes sur ce thème, pour des droits collectifs. Nous le faisons aussi à un niveau international, car c'est un levier d'émancipation, un moyen de former une conscience citoyenne. Ainsi nous avons offert dans nos publications une tribune aux étudiants chiliens pour faire connaître leur combat.

J'ai été invité à Genève dans une réunion de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) pour y représenter les étudiants français aux côtés des représentants des étudiants des autres pays membres de l'OIT. J'ai constaté que partout les jeunes ont le sentiment d'être rejetés, de ne pas être reconnus. Tous luttent pour leur droit à l'accès au travail. Nous sommes partie intégrante de ce combat. C'est dans cet esprit que nous avons rédigé, lors de notre dernier congrès – celui qui m'a élu – une charte, la charte de Montpellier, comme il y a eu la charte de Grenoble. Elle demande à instaurer des droits universels, elle veut servir à la mobilisation des jeunes de tous les pays. L'Europe vient de recevoir le prix Nobel de la Paix : elle serait bien inspirée de promouvoir la charte de Montpellier. Cette charte est aujourd'hui la base de notre engagement. C'est ainsi que nous rejoignons votre propre engagement au temps de la guerre d'Algérie. ■

**Intervention de PAUL BOUCHET
(président de l'Association
des Anciens de l'UNEF)**



ON A PARLÉ D'HÉRITAGE, je ne sais pas s'il faut accepter cet héritage de la lutte contre la guerre d'Algérie sous bénéfice d'inventaire ou pas. Alors je reprends ce que nous avons voulu faire quand nous avons mis au point la charte tout de suite au sortir de la guerre, incarnant de façon qu'on a jugé lyrique notre façon d'être, c'est-à-dire de combattre. À l'intérieur d'un texte beaucoup plus large qui s'appelait « réforme de l'UNEF et des AG », au milieu, on a écrit cette définition : « Jeunes travailleurs intellectuels ».

Mon commentaire fera référence d'abord à une phrase du préambule, puis à la dernière phrase de la déclaration pour voir ce qui s'est passé et ce qu'on peut en juger par comparaison. En tête du préambule il y a évidemment l'hommage à nos morts, « fidèles au souvenir de ceux qui sont tombés pour la liberté ». C'est pour la liberté. À l'entrée de l'AG de Lyon, il y avait une plaque « aux 300 étudiants morts pour l'hon-

neur étudiant», vous entendez : l'honneur étudiant « pour la patrie française et la liberté du monde ». On va parler bientôt de quelques Algériens qui ont payé de leur sang, plus que beaucoup de Français, la libération de la patrie et la liberté du monde.

J'ai entendu tout à l'heure dénigrer le terme d'avant-garde. Or je crois qu'il faut une avant-garde pour faire avancer l'histoire, car il y a toujours des arrière-gardes, et Dieu sait qu'elles sont pesantes. Lourde est la pâte humaine pour qui veut agir. Alors souffrez qu'il y ait des gens qui veulent qu'il y ait une avant-garde et je souhaite, en t'entendant (toi, le président de l'UNEF) que tu te donnes ce rôle d'avant-garde. La Charte de Grenoble dit que ce qu'on va énumérer c'est pour que l'UNEF se place à l'avant-garde de la jeunesse française à l'heure où elle était à la plus haute conscience de sa mission. On choisit les plus belles périodes évidemment, on n'était pas fiers de ce qu'avait fait une partie de l'UNEF pendant la guerre. Elle n'avait pas collaboré, mais elle n'avait pas été à l'avant-garde. Pour la charte du Conseil national de la Résistance, il y avait les grands syndicats ouvriers, mais il n'y avait pas l'UNEF. C'est ce que nous voulions dire. Donc je maintiens et je souhaite que le terme d'avant-garde soit conservé et qu'on en fasse un instrument de combat. Ne me parlez pas d'une démocratie unanime en permanence, je ne l'ai jamais rencontrée, et je n'ai jamais vu le progrès social, culturel et humain se faire par cette voie-là.

Donc, est-ce que l'UNEF a été l'avant-garde dans la guerre d'Algérie? Oui, à sa façon, sans forcer les mots exagérément, elle a été à l'avant-garde de la jeunesse française. La jeunesse française, c'est un grand mot, de toute façon la jeunesse n'est qu'une étape. On peut parler aussi de la crise des divers mouvements de jeunesse, la crise de l'UEC après la crise de l'UJRF,

la crise de l'ACJF... Heureusement qu'il y a eu l'UNEF pour éviter à la sortie de la guerre qu'il y ait un petit parlement étudiant qui aurait vécu sous les lambris du résistencialisme. On n'a pas voulu que l'UNEF soit cela, on a voulu l'orienter vers des combats nouveaux, vers un rôle nouveau. En étant une avant-garde, je le maintiens. Et je pense que pendant la guerre d'Algérie, l'UNEF a été une avant-garde. Moi-même j'étais jeune avocat, avocat de syndicats aussi. Je rentrais d'Algérie, à la demande de certains syndicalistes qui étaient effrayés du retard civique d'une grande partie de la classe ouvrière et des dirigeants syndicaux sur le problème du colonialisme. Il est vrai que la référence à l'UNEF était une référence positive, la jeunesse là jouait son rôle. Mais il faut bien voir ce qui différencie l'étudiant « jeune travailleur intellectuel » d'autres parties de la jeunesse. Il avait été envisagé au départ, non pas qu'il y ait l'UNEF mais une section de la jeunesse de la CGT. Cette idée était portée à la Libération par certains qui pensaient que l'UNEF était discréditée. On ne l'a pas voulu. On a voulu un mouvement autonome. On peut employer, si vous voulez, le mot indépendant, mais c'est un mot très ambigu – on est toujours indépendant dans l'interdépendance. Il est clair que l'on voulait un mouvement qui affirme le rôle particulier, singulier, exceptionnel, irremplaçable, ne pouvant pas être délégué, ni même partagé. On tenait à ce qu'il y ait un rôle particulier, un rôle à partager néanmoins avec l'ensemble des intellectuels, et là on touche à la limite de notre discours d'aujourd'hui. Qu'est-ce qu'on demandait à l'intellectuel? Quel était son devoir? On demandait pour lui un droit : la liberté de recherche, la liberté d'expression bien sûr; mais aussi le devoir de rechercher, de défendre et de propager la vérité.

Rechercher la vérité et dégager le sens de l'histoire. Je peux vous assurer que ceux qui rédigeaient la charte de Grenoble

avaient entre eux des vues très différentes, on ne lisait pas Marx de la même façon, mais on écoutait... On n'était pas enfermés dans une conception étroite. En revanche il était clair pour nous qu'il y a un devoir des intellectuels, un devoir historique qui passe par le mot vérité. Quelle était la vérité historique sur le colonialisme en général et sur l'Algérie en particulier? Alors là, l'UNEF avait un gros retard, elle l'a partiellement comblé, pas totalement. Quand j'entends François Borella tout à l'heure, je comprends sa nostalgie, et je sais le prix qu'il a payé après pour que l'Algérie nouvelle trahisse moins les idéaux vécus de part et d'autre, mais pour ma part j'ai une vision plus dynamique de l'histoire, je crois à des processus plus qu'à des concepts figés. Sur ce terrain-là il est clair que l'UNEF avait à rattraper toute une histoire.

Le colonialisme, ce n'est pas seulement l'affaire de je ne sais quelle oppression capitaliste, ou militaire, etc. Le colonialisme, c'était les trois M – en gros, je simplifie –, d'abord les militaires, la conquête, pour l'Algérie en tous cas c'était cela : le débarquement à Sidi Feruch ; ensuite les missionnaires, laïcs (instituteurs) ou religieux ; et enfin les marchés : la bataille du Sahara était aussi une bataille économique que je sache. Le colonialisme ce n'est pas simplement une question de morale civique générale, pour moi le colonialisme, c'est ce qui perdurait parce que la République continuait à l'enseigner massivement. Qu'est-ce qu'il a manqué? Il a manqué réellement une connaissance civique, la vérité historique qu'il était du devoir des intellectuels de faire connaître à temps, pas seulement la protestation morale. La vérité historique, c'est quoi sur l'Algérie? Je court-circuite tout de suite, parce que l'on aurait pu parler de la guerre d'Indochine ; l'UNEF a sauvé l'essentiel le 21 février, quand on appelait « Ho Chi Minh » le président de l'UNEF de l'époque! Il y avait peu de gens qui voyaient

clair sur la guerre d'Indochine. Revenons à l'Algérie. L'Algérie, j'y étais il y a quelques semaines, je suis allé m'incliner sur la tombe d'Abd el-Kader. Abd el-Kader... La République enseignait quoi? Elle enseigne quoi sur la conquête de l'Algérie? C'est la base de la formation des syndicalistes ouvriers, des syndicalistes paysans, des parents, des intellectuels que nous étions. Qu'est-ce qui était enseigné? La prise de la smala. C'était relativement chevaleresque, et puis c'est tout. Or, pour le reste, c'était un pays. On allait lui apporter des vignobles avec M. Bourgeaud, on allait lui piquer son alfa avec M. Bachette malgré deux avis du Conseil d'État qui disaient que c'était un pillage. C'était l'avis du Conseil d'État, au XIX^e siècle! Tout cela n'apparaissait pas dans la bataille contre le colonialisme. Non, puisqu'il y avait aussi beaucoup d'Alsaciens-Lorrains qui s'étaient réfugiés en Algérie, beaucoup d'anciens Espagnols, beaucoup d'Européens... Est-ce que cela doit masquer le problème du colonialisme et de la conquête elle-même? Abd el-Kader avait été enterré à Damas. Il a été rapatrié à la demande de l'Algérie, je trouve que c'est un très beau symbole.

Qui était Abd el-Kader? Il y a des moments où des gens se reconnaissent individuellement et collectivement dans quelque chose, pas dans le vide. Abd el-Kader était un personnage religieux de haut niveau, un émir, qui a écrit des ouvrages spirituels que je conseille à tous ceux qui ont du vague à l'âme, c'était un Soufi. C'est un personnage dont Bugeaud dit dans ses lettres – c'est cela qu'on ferait bien de rappeler – que c'était un génie. C'est un homme que nous décorerons quand même de la grand-croix de la Légion d'honneur. Pourquoi? Parce que, exilé à Damas, il sauve des milliers d'Occidentaux, et notamment des chrétiens, de la barbarie fanatique, y compris des fanatiques qui s'appelaient musulmans, mais les fanatiques se ressemblent tous quelles que soient les épithètes. Voilà qui est

Abd el-Kader. C'était un personnage, Napoléon III lui-même avait rêvé de faire un royaume arabe autour de la personnalité d'Abd el-Kader. La République, elle, a parlé de sa mission civilisatrice. Oui, mais je suis navré, il y a là une lacune historique que notre génération n'a pas comblée assez vite.

Moi en 1946, j'étais à Prague. On créait une union internationale des étudiants, dans un monde nouveau, avec des pays nouveaux. L'Algérie, elle était où? Dans l'UNEF? Oui, avec l'AGE d'Alger, mais en même temps ils étaient présents à Prague, comme l'étaient les Indochinois, en parallèle. Moi, ancien résistant français, je trouvais ça très bien, d'autres pas du tout. Et qui représentait l'Algérie? Mohammed Youssef, le futur ministre des Affaires étrangères du GPRA, grand-croix de guerre. Il n'y en avait pas beaucoup qui la portaient dans les rangs de la délégation française. Vous savez très bien que dans les forces françaises libres qui ont libéré notre pays, il y a 18% seulement des FFL qui sont originaires de métropole. Alors les autres ils viennent d'où? Il y a aussi des «pieds-noirs», mais l'immense majorité dans l'armée d'Afrique, ce sont ceux-là à qui la paix retrouvée on donne simplement une place «au sein de l'union française». Il ne faut pas aller plus loin... C'était jouable, on aurait pu, mais quelle tardiveté! En 1946 je représente l'UNEF à Prague, on est là quand il monte à la tribune, le représentant de l'Algérie. Pour la première fois j'entends parler de Sétif. Je n'y crois pas, je n'en crois pas mes oreilles. Il cite des chiffres, 80 000 morts! Des historiens parlent de 10 000. Mais à soi seul Sétif c'est le reniement de la lutte pour la liberté que nous avons voulue. Il n'y a pas que la torture. Bien sûr que la torture pour les gens qui avaient vécu l'occupation, c'était affreux, pour ceux qui avaient été torturés par la Gestapo, c'était affreux. Mais il n'y a pas que la torture, il y avait le colonialisme. Le colonialisme lui-même était une

atteinte profonde, irrémédiable à ceux qui, au moins autant que les jeunes Français, avaient lutté pour la liberté.

La répression de Sétif est pour moi une tache ineffaçable. Je terminerai par l'autre bout, cela vous paraîtra anecdotique, cela ne l'est pas. Je serai avocat pendant 40 ans, je sauverai de la mort beaucoup de ceux qui ont essayé d'être les dirigeants de l'Algérie nouvelle. J'en ai arraché dix-neuf comme cela à Tlemcen.

Ben Bella est mort il n'y a pas longtemps. Je ne passe pas sur l'histoire interne de l'Algérie, je ne passe pas sur cette histoire qu'a bien connue François Borella. Mais je me souviens de cette longue nuit où Ben Bella, après avoir été arrêté contrairement à toutes les règles internationales, était au château de Turquant, où il pouvait recevoir des visites. On parle de quoi? De la réforme agraire, de l'Islam. L'Algérie nouvelle retrouvait sa trace, celle d'Abd el-Kader. Qu'est-ce que c'est que ces précautions inutiles sur la religion? Il est vrai qu'il fallait mettre fin aux conceptions colonialistes de l'histoire algérienne. Ahmed Ben Bella lui-même, vous le savez, je le rappelle chaque fois, parce que je ne l'ai trouvé que très rarement dans la presse, avait combattu à Monte Cassino et était l'un des adjudants les plus décorés de l'armée française. Quatre citations, décoré par De Gaulle lui-même à Rome. Quand il est mort, on aurait pu rappeler que si cet homme est devenu un des chefs de l'insurrection du 1^{er} novembre 1954, c'est que Sétif c'était peu de temps avant... Il s'est battu pour nous. Quelle partie de la jeunesse française s'était engagée dans les FFL ou dans la Résistance? Une minorité. Je le redis, ne méprisez pas le terme d'avant-garde, et ne faites pas de morale facile après-coup. Pas plus pour nous que pour l'Algérie. L'Algérie vit des soubresauts à l'heure actuelle, c'est vrai. Mais l'Algérie est une terre exemplaire par son histoire. Si les noms que je viens de citer, Abd

el-Kader et Ben Bella, ne sont pas des exemples d'hommes politiques respectables, j'aimerais bien en trouver beaucoup de semblables dans la longue liste des ministres français.

Donc, pour ma génération : oui, l'UNEF a été à l'avant-garde de la jeunesse française. En revanche, notre génération, comme celle qui a suivi, n'a pas su contrebalancer à temps une certaine vision républicaine, parce que Jules Ferry n'a pas été que ministre de l'Éducation. L'histoire coloniale de la France méritait une mise au point qui n'a pas été faite en temps utile. Après on peut parler de collaboration avec l'UGEMA ou pas, ce sont des détails, cela s'inscrit dans une vision plus large. N'oubliez pas que dans la charte de Grenoble il y a surtout ce «devoir d'intellectuel» quoiqu'il en coûte, de faire apparaître la vérité historique. Sur l'Algérie, nous n'avons pas été au niveau de la vérité historique, j'espère l'avoir rappelé suffisamment. Si d'autres expériences se présentent, et il y en aura toujours dans l'histoire humaine, tâchons de combler les lacunes tant qu'il est encore temps. ■